

DEPARTEMENT DE L'AIN – COMMUNE DE NANTUA

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
CONSEIL MUNICIPAL-SEANCE ORDINAIRE du mardi 01 octobre 2024 à 19h**

Légalement convoqué le 25 septembre 2024, le Conseil municipal s'est réuni en séance ordinaire le mardi 01 octobre 2024 à 19h, à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Jean-Pascal THOMASSET, Maire.

Présents : Mmes et MM. Bernard TAVERNIER, Annick SERRE, Renaud DONZEL, Jean-Michel LEGRAND, Olivier ROBIN, Jean-Henri LAURENT, Annie COLOMB, Radikah JUMMUN, Sylvie CHARDEYRON, Nathalie TISSOT, Eric TRINQUET, Denis COLLET, Christophe BLANC, Bertrand BONNAMOUR.

Formant la majorité des membres en exercice.

Absents excusés :

Séverine DEBUS donne pouvoir à Olivier ROBIN
Florence GAUTHIER donne pouvoir à Annick SERRE
Suzy CASSAR donne pouvoir à Christophe BLANC
Brigitte CHEMIN donne pouvoir à Renaud DONZEL

Absents non excusés : Nathalie ROMANET, Mhrican AVCI, Umus PERRONE, Thomas GIRARD.

Nombre de membres en exercice : 23

Nombre de membres présents : 15

Nombres de pouvoirs : 4

Nombre de membres votants : 19

DR-N°2024-61	<u>Attribution d'une subvention exceptionnelle à l'association LEX 2050</u>	<u>Rapporteur :</u> Jean-Pascal THOMASSET
--------------	--	--

L'association LEX 2050 œuvre pour le prolongement du Léman Express en direction de Culoz et de Nurieux-Volognat auprès de la Région et des autorités suisses.

Pour couvrir les frais de fonctionnement de l'association et surtout pour qu'elle puisse financer une étude indépendante notamment pour contre-argumenter celle de réseau SNF concernant le taux de remplissage entre Nurieux-Volognat et Valserhône, l'association a sollicité auprès de plusieurs communes un soutien financier sur la base du dossier joint en annexe à la présente délibération.

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le tribunal administratif de Lyon peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- date de sa réception en Préfecture de l'Ain (Sous-préfecture de Nantua)
- date de sa publication et/ou de sa notification

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'Autorité territoriale, auteur de l'acte, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :

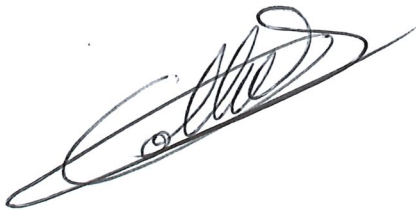
- soit à compter de la notification de la réponse de l'Autorité territoriale, auteur de la présente délibération ;
- soit deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'Autorité territoriale, pendant ce délai.

DEPARTEMENT DE L'AIN – COMMUNE DE NANTUA

Compte tenu de l'intérêt que représente pour le développement de la commune de Nantua le prolongement du Léman-Express, il est proposé d'accorder à l'association LEX 2050 une subvention de 3500 euros (environ 1€ par habitant) pour mener à bien ses actions .

Cela étant exposé, le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, a décidé, A L'UNANIMITE DE SES MEMBRES PRESENTS :

- **D'approuver** l'attribution d'une subvention exceptionnelle de 3500 euros au bénéfice de l'association LEX 2050
- **D'autoriser** Monsieur Le Maire à prendre tout acte nécessaire à l'exécution de la présente délibération.



Le Secrétaire de Séance,
Denis COLLET

Le Maire,
Jean-Pascal THOMASSET



Pour extrait conforme au registre des délibérations du conseil municipal.
Acte rendu exécutoire après dépôt en Sous-préfecture de Nantua le.....
Publication ou affichage le

Jean-Pascal THOMASSET, Maire de Nantua

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le tribunal administratif de Lyon peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- date de sa réception en Préfecture de l'Ain (Sous-préfecture de Nantua)
- date de sa publication et/ou de sa notification

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'Autorité territoriale, auteur de l'acte, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :

- soit à compter de la notification de la réponse de l'Autorité territoriale, auteur de la présente délibération ;
- soit deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'Autorité territoriale, pendant ce délai.